

Tribune parue dans *LE MONDE* du 4 février 2025

« *Écrire, c'est transformer les contraintes de la langue en ressources pour la pensée.* »

Philippe Meirieu

Au milieu de propos particulièrement inquiétants, le Premier ministre, François Bayrou, a proposé récemment de « reconquérir l'écrit » à l'école et d'en faire une priorité de l'Éducation nationale (entretien sur LCI du 27 janvier 2025). Il a dit craindre que cette suggestion apparaisse un peu « réac » ! Rassurons-le : il y avait des affirmations bien plus « réacs » dans cet entretien... et sa proposition sur l'écrit, qu'on voudrait voir reprise et concrétisée très vite, constitue, elle, une belle promesse d'avenir en matière éducative.

D'abord, parce qu'elle rompt avec la logique d'imposition et de sanction qui domine aujourd'hui dans le champ éducatif : séparation des « mauvais élèves » dans des groupes de niveau, interdiction des téléphones portables sans la moindre recherche d'alternatives à la fascination des écrans, menaces d'exclusion à toute infraction, pénalisation des familles « démissionnaires », exhortations à la restauration d'une autorité qu'aucun professeur n'a jamais abandonnée délibérément et dont il est urgent de construire collectivement les conditions. Mais on en est loin : quand les parents ne sont plus considérés comme des citoyens mais comme des clients, quand les métiers de l'enseignement manquent à ce point de reconnaissance salariale et symbolique comme de formation initiale et continue, quand les médias populistes déversent à longueur d'antenne leur mépris pour la recherche et la culture... les appels au respect de l'autorité des professeurs ne sont évidemment qu'un vœu pieux.

Il est temps de changer de logiciel et de s'attaquer aux problèmes de fond : l'entrée dans l'écrit en est un, et de toute première importance. Il requiert même, de toute urgence, une mobilisation scolaire et sociétale d'ampleur. Il ne suffit pas, en effet, de répéter en boucle que « lire, écrire et compter » sont des « fondamentaux »,

il faut faire, partout et pour toutes et tous, de l'accès à l'écriture moyen d'émancipation.

Apprendre à écrire, en effet, ce n'est pas seulement acquérir et maîtriser des compétences scripturales - graphiques, syntaxiques, grammaticales et stylistiques -, c'est nouer cet ensemble de savoir-faire dans « l'intention d'écrire ». Les premiers écrits, on le sait, étaient des listes et des comptes : il fallait, en effet, soulager la mémoire en externalisant celle-ci sur des supports pérennes. Mais écrire fut aussi, très vite, un moyen de s'adresser à l'absent, de défier l'espace et le temps, de surmonter la fugacité de l'oralité, de stabiliser ses idées et de favoriser leur diffusion. Écrire, c'est s'émanciper d'une multitude de contraintes matérielles et n'obéir à des normes que pour surmonter nos limites. Celles et ceux qui écrivent volontiers et y trouvent du plaisir le savent bien : écrire, c'est transformer les contraintes de la langue en ressources pour la pensée.

C'est pourquoi accéder à l'écrit est aujourd'hui un moyen particulièrement précieux pour résister à l'immédiateté pulsionnelle et à l'emballlement activiste qui nous menacent. Écrire, c'est suspendre l'urgence pour se consacrer à l'essentiel. Écrire, c'est clarifier, ordonner, anticiper les réactions du lecteur pour s'interroger, justifier, préciser. Écrire, c'est se redonner une unité face à l'éclatement des stimulations médiatiques et à la surenchère des sollicitations dont nous sommes l'objet. Écrire, c'est apprendre à résister aux slogans et aux fake news. Et c'est aussi, évidemment, redonner à la lecture – à l'écriture d'autrui – la place essentielle qu'elle doit avoir dans nos vies.

Ainsi, « faire de l'écrit à l'école, tous les jours, dans tous les cours, et pas seulement en français » n'est nullement « réac » ! C'est, tout au contraire, particulièrement subversif. Et la plupart des professeurs attendent donc avec impatience que cette priorité se concrétise. Ils espèrent ainsi que le ministère mette très vite un terme à ces évaluations par QCM (questionnaires à choix multiple) qui se multiplient aujourd'hui et qui, par leur forme même, disqualifient l'écriture en promouvant la mémorisation mécanique et la divination hasardeuse. Ils attendent que, pour laisser place à des temps d'écriture longue, les programmes ne cherchent plus à administrer les acquisitions des élèves sur des temporalités de plus en plus courtes, mais soient construits autour de quelques objectifs fondamentaux et leur permette ainsi de mettre en œuvre leur liberté pédagogique. Et ils voudraient bien, aussi, qu'on ne laisse pas à l'abandon les bibliothèques des écoles pour ne subventionner que des équipements numériques !

Mieux encore : des militants pédagogiques, qui revendiquent l'héritage de ces vieux « réacs » qu'étaient Janusz Korczak ou Élise et Célestin Freinet, aimeraient bien que l'écriture devienne à l'école l'activité première et qu'on y développe la correspondance et le journal scolaires, la rédaction systématique de « cahiers de découvertes » et de comptes rendus d'activité, de poèmes, de nouvelles et de romans. Certains notent même qu'une attention toute particulière devrait être portée, dans ce domaine, aux garçons... car les filles – c'est un secret de polichinelle – écrivent beaucoup plus et beaucoup mieux qu'eux : en cause, sans doute, une éducation familiale et sociale encore trop indulgente avec le machisme viriliste et qui peine à aider les garçons à passer de la « compétence musculaire » à la « compétence linguistique ».

Et, enfin, face à la montée en charge de l'intelligence artificielle générative, comment ne pas voir l'importance de la découverte, tout au long de la scolarité, de

ce qui différencie, de manière peut-être ténue mais absolument fondamentale, un écrit machinique d'un écrit humain ? Ignorer cette exigence, c'est prendre le risque d'une prolétarianisation de nos sociétés qui pourraient bien finir par remettre ainsi leur sort entre les mains des géants du numérique.

Alors oui, « reconquérir l'écrit » est aujourd'hui essentiel, à l'école bien sûr, car c'est là que passent tous nos enfants, mais, plus globalement, dans la société tout entière. En faire une grande cause nationale, pour de bon ? Chiche

*Philippe Meirieu est professeur honoraire des universités en sciences de l'éducation.
Auteur de **Education : rallumons les Lumières** (Éditions de l'Aube) et de **Lettre à un jeune professeur** (nouvelle édition, ESF-Sciences humaines)*